

DÉGRINGOLADE VERSUS ASCENSION : DES MARCHÉS DE GRANDES CULTURES EN ÉQUILIBRE PRÉCAIRE

L'effervescence qui a caractérisé les marchés des céréales et des oléagineux en 2022 est-elle derrière nous ? Telle est la question que l'on peut légitimement se poser quand on observe la dynamique de ces marchés depuis 18 mois. A l'image de ce qui s'est produit lors de la grande crise économique et financière de 2008-2012, durant laquelle les prix ont flambé à trois reprises, l'impressionnante ascension des cours des céréales et des oléagineux en 2022 a ouvert une réflexion sur la durabilité de ce cycle haussier. L'OCDE et la FAO semblaient pencher en 2008-2012 sur une phase de hausse durable, pouvant s'étaler jusqu'en 2030 au moins. En réalité, c'est davantage un mouvement de volatilité qui s'était installé, prédominé par des forces baissières. La forte reprise économique de 2021, à laquelle a succédé la guerre en Ukraine, ont propulsé ces mêmes prix à des niveaux inédits. Plus de 430 € la tonne de blé, tandis que le colza flirtait avec les 1 000 € la tonne.

Grandes cultures en mode glissade

A partir de la fin du premier semestre 2022, le cycle haussier s'interrompt. Lui succède une longue phase de baisse, puisque le blé s'est lourdement replié aux alentours des 250 € la tonne, faisant même craindre depuis un ciseau des prix préjudiciable aux cultivateurs. Le maïs, qui semblait mieux résister aux sirènes de la baisse, est quand même redescendu à 250 € la tonne, soit 100 € de moins qu'il y a un an. Le colza n'a pas échappé à la dynamique baissière, puisqu'il est revenu dans une fourchette de 400-420 € la tonne, bien loin des 1 000 obtenus il y a tout juste un an. Car dans le même temps, le coût des intrants demeure encore élevé, en dépit de la baisse significative du prix du baril de pétrole, du gaz et des engrais azotés.

Pour 2023, les cours sont comme frappés par une incertitude radicale. L'observateur scrute au quotidien l'état des prévisions de récoltes, le reliant au risque climatique, au risque de sécheresse ou d'inondation. L'offre mondiale de blé a pourtant été abondante avec plus de 800 millions de tonnes, en raison des bonnes récoltes en Australie, en Russie et au Kazakhstan. Une offre mondiale de blé qui est annoncée en baisse pour 2023-2024.

Il sait pourtant que la configuration des marchés reste subordonnée à la poursuite de la guerre en Ukraine, et en particulier à cet Accord entre les deux belligérants, renouvelable ou pas, et s'il l'est, pour combien de temps. Il y a aussi les doutes émis sur la robustesse de la demande mondiale, qui ajoutent à l'incertitude ambiante. Car bien des pays présentent des capacités de financement de leurs importations de plus en plus précaires, à l'instar de l'Égypte, du Liban et de la Tunisie. Cette dernière est au bord du défaut de paiement, son Président refusant l'aide du FMI, au motif que cette institution exige des réformes – baisses des subventions d'Etat notamment – qu'il n'est pas en mesure d'accepter au regard des tensions sociales et politiques intérieures.

Mouvement ascensionnel identifiable

Tous les marchés des grandes cultures ne sont pourtant pas en état de glissade. En l'occurrence, le sucre de betterave continue d'évoluer depuis un an dans un contexte haussier. Sur les douze derniers mois, l'augmentation est de l'ordre de 80%, et sur un mois de 20%. Il s'ensuit que le cours du sucre se rapproche des 760€ la tonne, un véritable record. A observer le marché de la zone méditerranéenne, par définition déficitaire, le cours a même franchi les 870€ la tonne.

Le sucre est donc un marché porteur, et il exerce une réelle attractivité sur les acteurs des marchés à terme, qui prennent de nombreuses positions acheteuses. Car le bilan mondial offre-demande reste précaire, au sens où les disponibilités ne seraient pas aussi élevées que prévues. Cette projection résulte d'un affaissement des surfaces dédiées à la betterave dans l'Union européenne, et en particulier en France, induisant une offre insuffisante au point que les prévisions d'importation établies par la Commission gravitent autour des 2 millions de tonnes pour la campagne actuelle.

On comprend mieux de ce point de vue pourquoi la Commission entend accélérer la ratification de l'Accord négocié et signé en juin 2019 avec les quatre pays composant le MERCOSUR, Accord qui certes occasionne de nombreux débats au sujet de la viande, mais qui concerne directement les filières sucre (180 000 tonnes pénétrant le marché communautaire sans droit de douane) et éthanol (450 000 tonnes sans droit de douane pour un usage industriel), plus 200 000 à droits réduits). Des importations en provenance du MERCOSUR, et essentiellement du Brésil qui pourra bénéficier d'un taux de change favorable du Real face à l'€ pour stimuler sa compétitivité-prix dans le sucre. Il est tout de même frappant de constater une fois de plus que, dans l'esprit des négociateurs, la dimension parité monétaire soit systématiquement absente, alors qu'elle conditionne la compétitivité-prix des exportations.

Incertitudes et information

En l'état actuel des choses, on imagine les difficultés qui pèsent sur les acteurs économiques, agriculteurs au premier chef, pour prendre des décisions, d'acheter ou de vendre des céréales ou des engrais. Les incertitudes sont entachées de radicalité et sont nombreuses. Incertitude climatique, géopolitique, agronomique, économique. Or, les agriculteurs sont des acteurs économiques comme les autres, certes avec leurs spécificités, c'est-à-dire qu'ils ont une aversion au risque relativement prononcée. Difficile de prendre une décision rationnelle quand tout relève de l'incertitude, voire de l'irrationalité. D'où l'importance décisive prise par l'information dans l'économie. C'est sans doute la denrée la plus recherchée et la plus coûteuse de ce XXI^e siècle. L'information est devenue une sorte de pivot de l'analyse des marchés, se substituant à la concurrence.

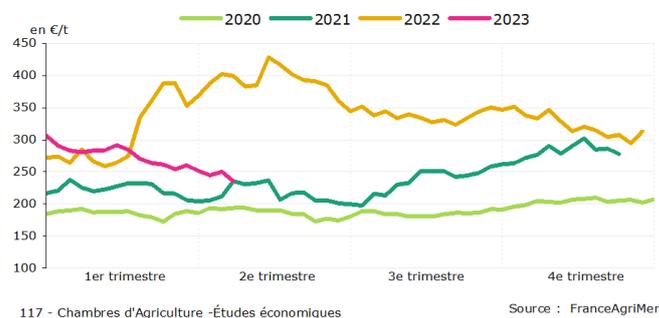
Thierry Pouch - CDA France

Blé tendre : effritement progressif des cours sous la pression mer Noire

Depuis 6 mois, on assiste à une baisse inexorable du prix du blé qui a perdu 100 €/t sur la période et est, à la mi-avril, passé sous les 250 €/t pour la cotation mai 2023 sur Euronext. En effet, la récolte russe pléthorique (95 Mt, soit +20 Mt / 2021/2022) amène un bilan mondial excédentaire en blé pour 2022/2023, comme le confirment les dernières prévisions du mois de mars du Conseil International des Céréales (CIC) : la production mondiale s'élève à 801 Mt, contre une consommation de 789 Mt.

En début de campagne, face aux incertitudes en mer Noire liées à la guerre en Ukraine, la France a dynamisé ses exportations afin de répondre aux différentes demandes des pays importateurs, permettant de maintenir les cours à un niveau élevé (entre 320 et 360 €/t - Euronext). Mais l'accord sur le corridor maritime signé en juillet 2022 entre l'Ukraine, la Russie et la Turquie a permis une montée en puissance progressive des exports de céréales de l'Ukraine et de la Russie (4,7 Mt exportées sur le seul mois de mars ; les exportations russes s'établissent à un niveau record, +25 % par rapport à l'an dernier), amenant une concurrence sur les débouchés pays tiers, mais aussi sur le marché intra-européen, notamment sur l'Est de l'Europe pour le blé ukrainien. Ajouté à cela une parité €/ \$ défavorable (hausse de l'€ qui est source de perte de compétitivité à l'export), des surfaces en blé françaises annoncées en légère hausse par FranceAgriMer pour 2023 (4,77 Mha), et des conditions climatiques qui sont globalement favorables sur l'ouest de l'UE et en Russie, cet ensemble tire les prix du blé à un niveau désormais inférieur à celui d'avant le début de la guerre.

Cotations du blé tendre rendu Rouen, en €/t



Pour le moment, les incertitudes géopolitiques inhérentes au corridor mer Noire (renouvellement actuel pour 60 jours seulement [contre 120 jours prévus initialement], menaces de sortie de l'accord par la Russie d'ici la prochaine échéance du 18 mai) et les difficultés climatiques sur certaines parties du globe (déficits hydriques importants sur les blés d'hiver aux USA, tempérés par une augmentation des surfaces de 13%, et dans les pays d'Afrique du Nord) ne pèsent pas, à la hausse, sur les marchés. Aussi, après une année marquée par de bons résultats économiques en grandes cultures, « l'effet ciseau » tant redouté par les producteurs pourrait arriver rapidement, d'autant plus que les charges engagées intègrent pleinement les hausses des coûts liées au conflit (engrais...).

Guillaume Heyman - CRA Grand Est

Maïs : recul attendu de la production mondiale

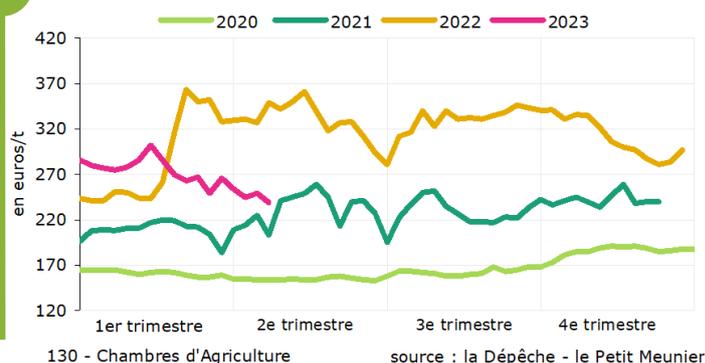
En 2022/23, la production totale de céréales est attendue en baisse de -39 Mt (-1,7%) du fait d'un recul prévu de la production mondiale de maïs de -70 Mt (-6%). Dans un mouvement inverse en 2023/24, la hausse de la production de maïs (+58 Mt), sous-tendue par l'augmentation de la production américaine, dont les semis sont en cours, entraînera celle de la production mondiale de grains (+39 Mt). A l'inverse, les incertitudes sont grandes quant au potentiel de production ukrainien et sur l'acheminement des disponibilités.

Les exportations mondiales de maïs du Brésil (49 Mt) devraient pour la première fois dépasser celles des États-Unis (47 Mt), alors que les exportations argentines sont attendues en forte baisse (sécheresse). Par rapport aux moyennes quinquennales, les importations de la Chine et de l'UE en 2022/2023 sont en forte hausse, de respectivement +10 Mt (+110%) et +6 Mt (+33%), entretenant des tensions sur les marchés internationaux.

Cette hausse des importations de l'UE vient combler en partie la baisse de la récolte communautaire de maïs, qui s'établirait en 2022 à 52 Mt, en baisse de 17 Mt par rapport à la moyenne quinquennale (-25%). Faute de disponibilités, les exportations sont divisées par trois par rapport aux années précédentes (2 Mt).

En France, la production de maïs grain devrait s'établir à 9,9 Mt en 2022 selon FranceAgriMer, soit une baisse de -23 % (-3 Mt) par rapport à la moyenne quinquennale 2017-2021, la baisse des rendements (-16 q/ha) se combinant à une réduction de -7 % des superficies de maïs grain.

Cotation du maïs rendu Bordeaux (en €/t)



Cette réduction des surfaces de maïs de 100 000 ha en 2022 par rapport à 2017-2021 (-7 %) est aux trois-quarts imputable à la réduction de la sole de maïs grain irriguée, les irrigants ayant connu des restrictions dès le début du mois de mai dans les bassins les plus tendus : ainsi les surfaces de maïs grain irriguée ont reculé de -32 % en ex-Poitou-Charentes, de -25 % dans les Pays de la Loire et de -18 % en ex-Midi-Pyrénées.

Depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, les prix du maïs sont restés élevés (autour de 350 €/t - rendu Bordeaux) jusqu'en octobre 2022, pour ensuite s'éroder régulièrement et osciller autour des 250 €/t en avril 2023.

Frank Michel - CRA Nouvelle-Aquitaine

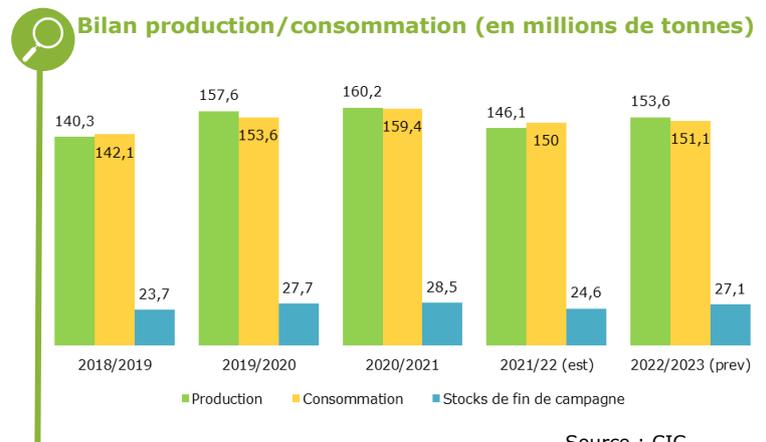
■ Orge : hausse de la production mondiale et contraction des cours

Dans le sillage des céréales, les cours de l'orge marquent un recul significatif en ce début d'année 2023.

La production mondiale d'orge 2022/2023 est estimée à environ 153,6 millions de tonnes selon les estimations du CIC, soit une hausse de 5 % après une récolte 2021/2022 impactée par les aléas climatiques (Canada, Kazakhstan, Turquie, UE). Ces résultats sont notamment tirés par des rebonds de production en Russie (+ 4.5 Mt), au Canada (+3 Mt) ou en Turquie (+2,7 Mt). Les niveaux de consommation mondiale progressent également mais dans de moindres proportions. Les importations chinoises baissent de -12,4%. Les stocks mondiaux sont ainsi prévus en hausse de 10%, venant peser sur les cours.

En France, 2023 est marqué par un repli des surfaces d'orge de printemps (- 115 000 hectares), en partie compensé par une progression des surfaces d'orge d'hiver (+ 81 000 hectares). Au total, les surfaces sont en recul de 2 % par rapport à 2022.

Le dynamisme des achats de la Chine, premier débouché à l'export des orges françaises, a soutenu les exportations hexagonales en ce début d'année. L'annonce d'un accord pro-



bable entre la Chine et l'Australie sur l'orge après 3 ans de brouille commerciale fait cependant craindre une concurrence exacerbée sur le marché chinois pour la campagne 2023/2024.

Yolène Lavalade—CRA Hauts de France

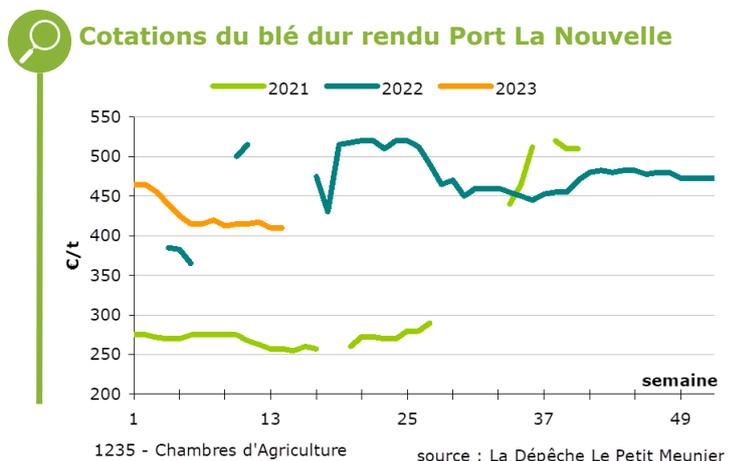
■ Blé dur : des stocks mondiaux faibles soutiennent les prix

Les cotations du blé dur rendu Port la Nouvelle se sont repliées depuis l'été, après un pic à 520 € la tonne fin mai 2022 elles s'établissent désormais autour de 410 €/t en avril.

Au niveau mondial, FranceAgriMer évalue l'offre 2022/2023 en hausse de 4,4 % par rapport la précédente campagne, mais en-dessous de la moyenne quinquennale (-3,8%). La demande devrait se montrer en hausse sur cette campagne (+400 000 tonnes) malgré des prix qui demeurent à un niveau élevé. Elle devrait permettre des échanges dynamiques mais peser sur les stocks mondiaux qui s'établiraient en fin de campagne à 5,9 millions de tonnes, le niveau le plus bas des cinq dernières années.

Les prix pourraient se maintenir à un niveau soutenu pour la prochaine campagne, car même si les perspectives de production mondiale sont encourageantes, ils pourraient être portés par le faible niveau des stocks. Alors que les perspectives d'assolement 2023 sont positives du côté des Etats-Unis (+9 % par rapport à 2022) ou du Canada, de l'autre côté de l'Atlantique les incertitudes sont assez lourdes pour la prochaine récolte, la sécheresse en Afrique du Nord et en Espagne étant susceptible de peser sur les rendements, mais aussi en Italie, confrontée à un déficit de précipitations jusqu'à récemment.

Au niveau national, la sole de blé dur française n'en finit pas de diminuer d'année en année. Les estimations publiées par Agreste au 1er avril 2023 s'établissent à 242 000 ha, contre près de 370 000 ha en 2017. Une baisse de -4,1 % sur un



an et de -13,3 % par rapport à la moyenne quinquennale, entretenue notamment par l'attrait des prix haussiers sur les autres céréales. Les bonnes conditions actuelles de récolte, si elles se confirment, pourraient néanmoins compenser le repli des surfaces si les rendements sont au rendez-vous.

Marine Raffray - CDA France

■ Tournesol : fortes incertitudes sur la prochaine campagne

En Union européenne, le marché du tournesol est très marqué par les importations records de graines, principalement en provenance d'Ukraine, et les importations d'huiles proches de la moyenne. Au niveau mondial, l'huile ukrainienne est la meilleure marché (en dessous des prix de l'huile de palme !).

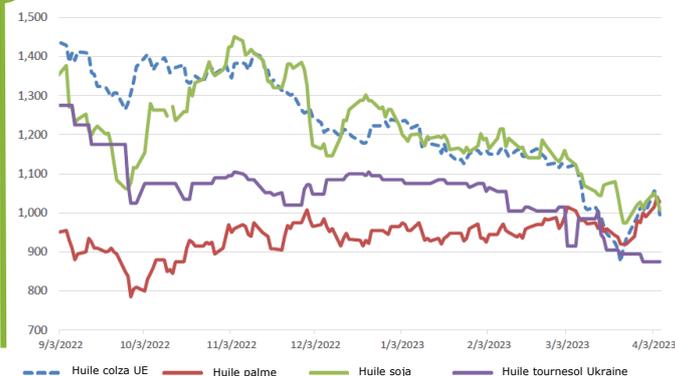
Pour la prochaine campagne, les incertitudes de production seront concentrées sur la mer Noire, principale zone de production mondiale de tournesol.

La production mondiale de graines de tournesol devrait s'établir à 50,4 Mt en 2022 soit - 3 % par rapport à 2018-2022, une baisse qui s'observerait également dans l'Union européenne, avec une récolte de 9,2 Mt, contre 10 Mt en 2018-2022 (-8%).

En 2022, la récolte française de tournesol a progressé de 16% par rapport à la moyenne quinquennale (de 1,5 Mt en moyenne quinquennale et 1,8 Mt en 2022) : c'est la très forte progression des surfaces de 160 000 ha (+34 %) qui explique ce bon résultat, malgré la baisse des rendements (-3,2 q/ha, soit - 13 %).

Dans les grands bassins de production, les surfaces de tournesol n'ont pas progressé de la même manière dans l'ex-Poitou-Charentes, où elles augmentent de 5%, qu'en Occitanie ou en Aquitaine (+15%) et dans le Grand-Est ou le Centre-Val-de-Loire (+50-60%).

🔍 Prix à l'export des huiles végétales (FOB \$/t)



Source : USDA

Après le déclenchement de la guerre en Ukraine, le prix du tournesol est resté au-dessus des 800 €/t jusqu'au début de l'été pour baisser régulièrement et atteindre 600 €/t en décembre 2022. Début mars 2023, les prix ont lourdement chuté dans le sillage de l'huile de palme, pour descendre sous la barre des 400 €/t. Les prix se sont ressaisis en avril, dépassant 470 €/t.

Frank Michel - CRA Nouvelle-Aquitaine

■ Colza : baisse des prix

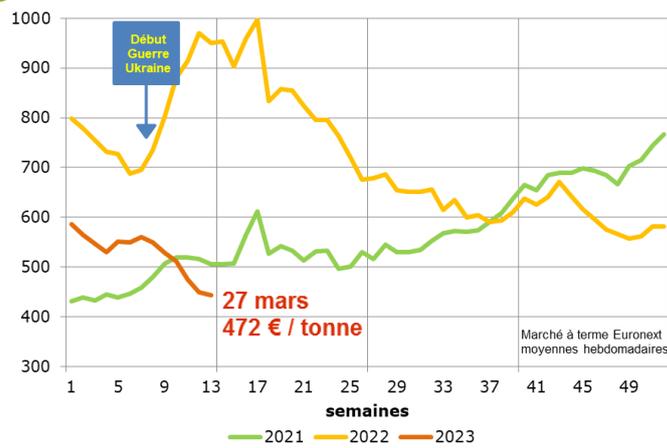
Le prix du colza glisse vers le bas depuis le début d'année. Il a reculé de presque moitié par rapport à l'an dernier. Depuis début mars il est passé sous le prix de 2021.

Les éléments baissiers se superposent ces derniers temps pour ramener le colza bien loin des sommets qu'il a connus il y a un an.

- La chute du prix du pétrole, qui semble s'installer en dessous des 85 dollars le baril rend moins rentable la fabrication de carburants à partir d'huile oléagineuse
- Le prix des huiles a beaucoup reculé et en particulier celui de l'huile de colza
- Les bonnes récoltes 2022 en Europe, au Canada, en Australie et en Ukraine ne sont pas encore écoulées : il reste des stocks importants à écouler
- Les perspectives de récolte 2023 de colza sont bonnes en Europe, avec un climat encore favorable et des surfaces attendues en hausse (+9% en France). C'est la plus grosse moisson communautaire qui est attendue depuis 2017/18.

Tout ceci marque le retour sur terre des cotations du colza qui ont connu des pics stratosphériques en 2021 et 2022. Le marché reste très nerveux avec des écarts de prix importants durant la journée de cotation.

🔍 Evolution du prix du colza (€/t)



Le tourteau de colza suit la même tendance au décrochage avec des prix glissant vers les 350 euros par tonne en mars dans les ports de l'Ouest.

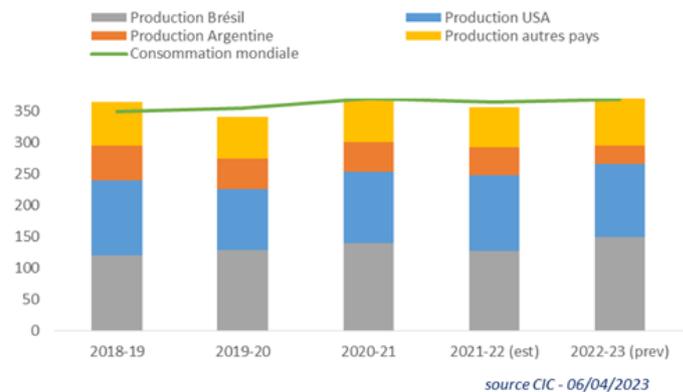
Florian Fougy - CRA Normandie

■ Soja : la baisse de la production argentine impacte le marché mondial

Les prévisions du CIC pour 2022/23 affichaient les disponibilités mondiales en soja à un niveau supérieur de 9% par rapport à la campagne précédente. Mais la sécheresse couplée aux fortes chaleurs qui ont sévi en Argentine entraîne une dégradation de ces perspectives. Toutefois, l'abondance de la récolte brésilienne compense largement cette baisse et les prévisions de la campagne 2022/23 s'établissent pour le mois de mars à 370 Mt, soit +4% par rapport l'année précédente. Finalement, le niveau record de la campagne 2020/21 pourrait être à nouveau atteint. Malgré la profusion, les stocks restent sous tension face à la progression de la consommation mondiale qui se poursuit depuis plusieurs années. Les échanges augmentent de 7% en glissement annuel, portés par la reprise des approvisionnements de la Chine et par l'Argentine, fournisseur principal de tourteaux de soja, qui mise sur le soja brésilien pour compenser la faiblesse de sa production.

Dans ce contexte, le prix des graines de soja revient à son niveau d'avant la guerre en Ukraine tout en restant soutenu. Le prix des fèves de soja (Chicago) importées s'élève à 609 €/t en février 2023 selon l'Insee. Le prix des tourteaux a bondi, stimulé par la baisse de production et de trituration en Argentine, principal fournisseur européen avec 65 % des

Production et consommation mondiales de soja (en millions de tonnes)



parts de marché et 1er exportateur mondial de tourteau de soja. Il a renoué avec les prix records de l'an dernier, avant de perdre 85 €/t en un mois. Le cours de l'huile de soja est en baisse face à la concurrence accrue des autres huiles végétales (colza, palme...).

Sabine Calmettes - CRA Occitanie

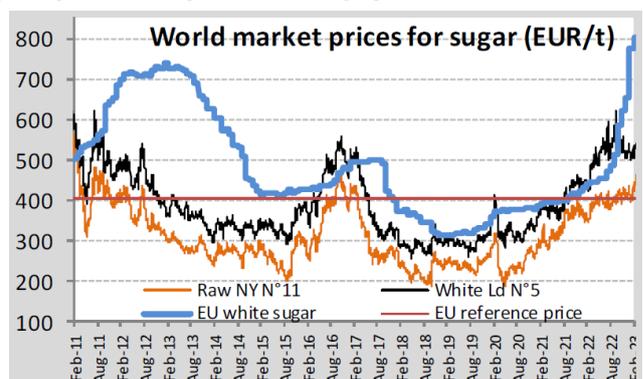
SUCRE

■ Betteraves : un marché à contre-courant des autres productions végétales

Au fur et à mesure de l'avancée des récoltes, le solde du bilan sucrier mondial 2022/2023 se réduit et tend progressivement vers l'équilibre : FO Licht et S&P annoncent un excédent mondial qui ne dépassera pas +1 Mt (Production de l'ordre de 190 Mt), contre encore +2,7 Mt il y a 2 mois. D'un côté, les récoltes sont décevantes en Inde (33 Mt hors éthanol prévues, contre 35,9 Mt en 2021/2022, ce qui limitera les licences d'exportation à 6 Mt), en Chine et en Thaïlande notamment. D'un autre côté, suite aux annonces de limitation de production de l'OPEP+, le prix du pétrole est remonté (proche de 80 \$/baril), incitant à accroître la part dédiée à l'éthanol. Et dans le même temps, le gouvernement brésilien a rétabli début mars le système de taxation différenciée visant à encourager le bioéthanol par rapport au carburant fossile. Tout ceci concourt donc à réduire la quantité de sucre disponible sur le marché, à diminuer d'autant le surplus mondial et à faire monter les cours.

Ainsi, les prix sont en hausse depuis plusieurs mois, poursuivant leur ascension et atteignant des sommets au niveau mondial : près de 24,5 cts/lb pour le sucre brut (record depuis 2016 !). Plus de 650 \$/t pour le sucre blanc (plus vu depuis 2012 !). L'Europe n'est pas en reste : les derniers chiffres de vente de sucre sortie usine, pour la région incluant la France pour le mois de février, publiés par la Commission européenne s'élèvent en moyenne à 788 €/t. Encore un record ! De plus, les prévisions mondiales pour la campagne 2023/2024 s'orientent potentiellement vers un déficit, ce qui maintient des cotations à moyen terme à des niveaux élevés (échéance octobre 2024), et laisse présager une bonne rémunération des betteraves à l'avenir.

Evolution des prix mondiaux et européens du sucre depuis 2011 (source DG Agri)



Cependant, malgré cette conjoncture très favorable, les difficultés techniques des dernières années, la concurrence entre les différentes productions végétales, et l'annonce du retrait de l'usage des néonicotinoïdes pèsent sur les engagements des exploitants en France, avec des surfaces implantées en betteraves sucrières estimées à 382 000 ha pour 2023 (sources AGRESTE), soit -5% / 2022 et -11,5% / moyenne 5 ans. Au niveau UE, les surfaces devraient rester stables : la forte baisse française serait compensée par des hausses en Belgique et en Pologne. L'Union européenne sera donc une nouvelle fois déficitaire en sucre cette année et devra compter sur les importations pour satisfaire la demande. Avec une hausse des surfaces de +20%, l'Ukraine pourrait y répondre, même si cela n'est pas sans créer des tensions avec plusieurs pays de l'Est comme la Pologne ou la Hongrie actuellement.

Guillaume Heyman - CRA Grand Est

Intrants : amorce de détente des postes énergie et engrais

Le haut de la vague est-il derrière nous ? On observe en effet un relatif repli de l'IPAMPA en ce début d'année 2023, et ce depuis octobre 2022. Alors qu'il s'établissait à un niveau historiquement élevé en octobre, à 142 points, en février il est redescendu à 138,3 – ce qui demeure toutefois extrêmement haut, près de 31 % au-dessus de la moyenne 2019-2021.

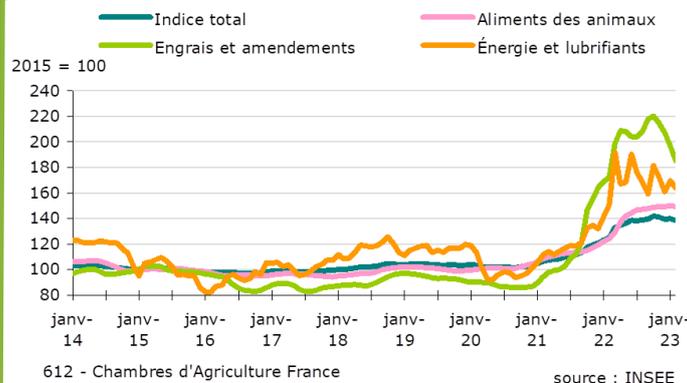
Ce redoux est notamment lié à la baisse de l'indice des coûts de l'énergie, le poste gaz ayant ainsi reculé de -6 %, le GNR de -17 %, par rapport à octobre 2022. Entraîné par la baisse des cours de l'énergie, le poste engrais et amendements contribue également au fléchissement de l'IPAMPA, s'inscrivant en baisse de -16 % par rapport à octobre, mais restant 86 % au-dessus de la moyenne des années 2019 à 2021.

Comment expliquer la baisse des cours du gaz et du pétrole ? On peut citer le fait que la saison hivernale se soit finalement bien passée en Europe, les Etats membres de l'Union ayant réussi à constituer leurs stocks de gaz, mais aussi le ralentissement de la demande face aux hauts niveaux des prix. Par ailleurs, la parité euro/dollar a évolué dans un sens favorable pour les importations européennes, permettant de contribuer à la baisse des prix.

Marine Raffray - CDA France



Indice des prix des moyens de production (jusqu'en février 2023)



Conditions de cultures : de bonnes conditions de culture pour les céréales à paille en France

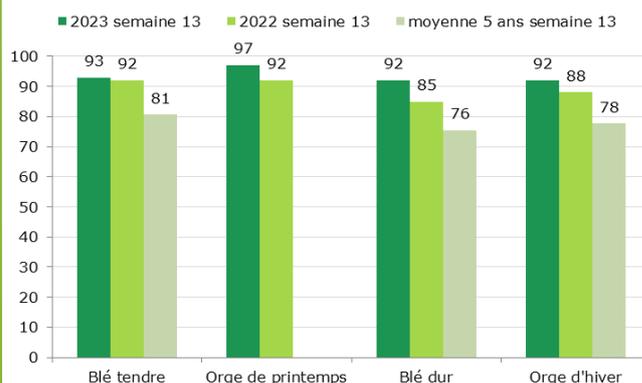
Les estimations de surfaces établies par Agreste au 1er avril 2023 révèlent une progression de la sole d'orge d'hiver (+6,5 % par rapport à la moyenne des 5 dernières années), une quasi-stabilité des surfaces de blé tendre, et une baisse marquée de la sole d'orge de printemps (-19,2 %) et de blé dur (-13,3 %).

D'après les données du réseau Céré'Obs, le pourcentage des surfaces en bonnes et très bonnes conditions se révèle, en semaine 13 (se terminant au 3 avril 2023), nettement supérieur à l'année dernière. L'amélioration est encore plus marquée si l'on se réfère à la moyenne quinquennale, qui reste plombée par l'année 2020.

Marine Raffray - CDA France



Proportion de cultures en condition bonne à très bonne (semaine 13 se terminant le 03 avril 2023)



Source : FranceAgriMer – réseau Céré'Obs

Chambres d'agriculture France

9 avenue George V — 75 008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
E-mail : accueil@apca.chambagri.fr
Siret : 18007004700014

Directeur de la publication :
Thierry Pouch
Mise en page : Odile Martin-Lefèvre

Ont contribué à cette note :

Clarisse BONHOMME – Chambres d'agriculture France
Sabine CALMETTES – Chambre d'agriculture Occitanie
Florian FOUGY, Chambre d'agriculture de Normandie
Guillaume HEYMAN – Chambre d'agriculture Grand Est
Yolène LAVALADE – Chambre d'agriculture Hauts de France
Franck MICHEL – Chambre d'agriculture Nouvelle Aquitaine
Thierry POUCH – Chambres d'agriculture France
Marine RAFFRAY – Chambres d'agriculture France

www.chambres-agriculture.fr



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

LIBERTÉ ÉGALITÉ FRATERNITÉ

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION